

Arrêté conjoint N°2020 ¹²⁹ / MESRSI/ MINEFID
portant création, objet, classification, administration, gestion et fonctionnement
du Projet des Centres d'Excellence d'enseignement supérieur d'Afrique pour
l'impact sur le développement (CEA IMPACT)

**LE MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
ET DE L'INNOVATION**

ET

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU DEVELOPPEMENT

- Vu la Constitution ;
- Vu le décret n°2019-0004/PRES du 21 janvier 2019 portant nomination du Premier Ministre ;
- Vu le décret n°2019-0042/PRES/PM du 24 janvier 2019 portant composition du Gouvernement ;
- Vu le décret n°2019-0139/PRES/PM/SGG-GM du 18 février 2019 portant attributions des membres du Gouvernement ;
- Vu le décret n°2016-027/PRES/PM/SGG-CM du 23 février 2016 portant organisation type des départements ministériels ;
- Vu le décret n°2016-382/PRES/PM/MESRSI du 20 mai 2016 portant organisation du Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation ;
- Vu le décret n°2016-381/PRES/PM/MINEFID du 20 mai 2016 portant organisation du Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement ;
- Vu le décret n°2018-0092/PRES/PM/MINEFID du 15 février 2018 portant réglementation générale des projets et programmes de développement ;
- Vu l'Accord de financement n°C6388-BF et D443-BF du 10 mai 2019 Conclu entre le Gouvernement du Burkina Faso et l'Association Internationale pour le Développement (IDA).

ARRETENT

CHAPITRE I : DE LA CREATION, DE L'OBJET ET DE LA CLASSIFICATION

Article 1 : Il est créé au sein du Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche Scientifique et de l'Innovation, un projet dénommé « projet Centres d'Excellence d'enseignement supérieur d'Afrique pour l'Impact sur le développement » en abrégé CEA Impact.

Article 2 : Le projet CEA Impact est rattaché au programme budgétaire « Enseignement Supérieur ».

Article 3 : L'objectif global du projet est d'améliorer la quantité, la qualité et l'impact sur le développement de l'enseignement postuniversitaire dans certaines universités par le biais de la spécialisation et de la collaboration régionales.

Dans le présent projet, la définition de postuniversitaire inclut les diplômes de master et de Doctorat et les cours professionnels de court terme.

Plus spécifiquement, le projet vise à :

- augmenter le nombre d'étudiants (avec un focus sur les étudiants régionaux et de sexe féminins) inscrits et diplômés des programmes de doctorat et de masters ;
- améliorer la qualité des programmes (notamment l'augmentation du nombre de programmes et d'accréditation internationale des institutions accueillant les centres, le renforcement des partenariats régionaux et mondiaux) ;
- améliorer la pertinence des formations et de la recherche appliquée notamment par l'augmentation des revenus externes générés d'une part, et par l'augmentation du nombre de partenaires industriels/sectoriels et leur fort engagement (financement, stages, participation à des conseils consultatifs, etc.) d'autre part ;
- accroître les réseaux régionaux ;
- assurer un impact significatif du projet sur le développement.

Article 4 : le projet a une durée de vie de 60 mois. Il est prévu pour s'exécuter de 2019 au 31 décembre 2023

Article 5 : le projet CEA Impact est classé dans la catégorie 1 des projets et programmes de développement exécutés au Burkina Faso. A cet effet, il est exécuté sous le contrôle direct de l'administration.

Article 6 : le projet CEA Impact est placé sous la tutelle technique du Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation et sous la tutelle financière du Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement (MINEFID).

CHAPITRE II : DE L'ADMINISTRATION, DE LA GESTION ET DU FONCTIONNEMENT

Article 7 : l'organe d'orientation et de pilotage du projet est le Comité de revue du programme budgétaire cité à l'article 2 du présent arrêté. Il est présidé par le Secrétaire général du Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation ou tout cadre supérieur désigné par le MESRSI.

Article 8 : la composition, les attributions et le fonctionnement du Comité de revue sont précisés par arrêté du Ministre de l'Enseignement supérieur de la Recherche scientifique et de l'Innovation.

Article 9 : le responsable du programme budgétaire « Enseignement Supérieur » est le coordonnateur du projet.

Article 10 : les marchés de fournitures, de travaux, de services autres que les services de consultants, et de services de consultants et pour toutes les composantes du projet seront exécutés conformément aux dispositions du Règlement de la Banque mondiale sur les marchés publics pour les emprunteurs au titre du financement de projets d'investissement.

Article 11 : les modalités de gestion financière et comptable du projet sont régies par les dispositions de la réglementation générale sur la comptabilité publique et les directives de la Banque mondiale.

CHAPITRE III : DES DISPOSITIONS FINALES

Article 12 : la clôture du projet se fera dans les conditions prévues par les dispositions du décret n°2018-0092/PRES/PM/MINEFID du 15 février 2018 portant réglementation générale des projets et programmes de développement exécutés au Burkina Faso.

Article 13 : le Secrétaire général du Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation et le Secrétaire général du Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui prend effet pour compter de sa date de signature et sera publié et communiqué partout où besoin sera.

Ouagadougou, le ...28/04/2020

Le Ministre de l'Enseignement Supérieur,
de la Recherche Scientifique et de l'Innovation


Pr Alkassoum MAÏGA
Officier de l'Ordre de l'Étalon
Commandeur de l'OIPA/CAMES


Le Ministre de l'Economie, des Finances
et du Développement


Lassané KABORE
Officier de l'Ordre de l'Étalon


Ampliations :

- SG /MESRSI ;
- Responsable du programme budgétaire ;
- DGESE/ MESRSI
- SG/ MINEFID ;
- DGEP/MINEFID ;
- DGCOOP/MINEFID ;
- DGTCP/MINEFID ;
- DGB/MINEFID ;
- DGCMEF/MINEFID ;
- PTF concernés ;
- Chrono.